

Table des matières

Éditorial	5
-----------------	---

DROIT DE LA PREUVE

Le nouveau droit de la preuve. Quand le huitième wagon devient locomotive !	11
<i>Florence GEORGE</i>	
I. Genèse de la réforme	12
II. Structure du Code civil	14
III. Définitions et nature des dispositions	15
IV. Objet et charge de la preuve	17
A. Objet de la preuve	17
B. Charge de la preuve	17
C. Degré de preuve	21
D. Présomptions légales	22
V. Preuve libre et/ou règlementée ?	23
A. Articulation ambiguë des deux régimes	23
B. Preuve règlementée et exigence d'un écrit	24
C. Exceptions à la preuve règlementée	27
1. Actes juridiques unilatéraux	27
2. Preuve entre et contre les entreprises	28
3. Impossibilité de prouver par écrit	31
4. Commencement de preuve par écrit	32
5. Preuve par et contre les tiers	32
VI. Écrit signé	33
A. Acte authentique	33
B. Acte sous signature privée	35
1. Notion	35
2. Écrit signé électronique	36
3. Force probante de l'acte sous signature privée et procédure de désaveu	41
4. Formalités supplémentaires	42
C. Acte sous signature privée contresigné par les avocats des parties	43
VII. Autres écrits	44
A. Registres et papiers domestiques	44
B. Mentions du paiement sur un acte ou son double	44
C. Actes reconnaissifs et confirmatifs	44
D. Copies	45
1. Statut juridique des copies	45
2. Particularités pour les acte authentiques	46
E. Remise de l'acte par le créancier au débiteur	47

VIII. Autres modes de preuve.....	47
A. Preuve par témoins	48
B. Preuve par présomptions de fait	48
C. Aveu	49
D. Serment	50
1. Serment décisoire.....	50
2. Serment déferé d'office.....	51
IX. Dispositions transitoires	51
L'obligation de collaborer à l'administration de la preuve : précisions sur la portée d'un principe particulier....	55
<i>Wannes VANDENBUSSCHE</i>	
Cass., 7 juin 2019.....	55
Observations	57
I. Introduction.....	57
II. La genèse du principe.....	58
III. Un principe de jumelage.....	60
A. Collaboration <i>sensu stricto</i>	60
B. Collaboration <i>sensu lato</i>	62
1. Une jurisprudence croissante.....	63
2. La consécration dans le nouveau Code civil	70
IV. La portée de l'arrêt annoté.....	71
A. Une perturbation des principes sur la charge de la preuve ?	71
B. Autres explications possibles, une chasse au trésor	73
V. Prise de position	77
Conclusion.....	79
Quelques précisions concernant l'aveu extrajudiciaire	81
<i>Dominique MOUGENOT</i>	
I. Circonstances et enseignement de l'arrêt commenté.....	81
II. Définition de l'aveu extrajudiciaire et différence avec l'aveu judiciaire	82
III. Force probante de l'aveu extrajudiciaire	83
IV. Moment de l'aveu et distinction avec l'acte sous signature privé irrégulier.....	87
Réforme du droit de la preuve : quelle incidence sur le droit des assurances et de la responsabilité civile ? ...	93
<i>Jean-Benoît HUBIN</i>	
I. Propos introductif	93
II. Objet de la preuve.....	94
III. Preuve du contrat d'assurance.....	96
IV. Preuve de la conclusion du contrat d'assurance par voie électronique	97
V. Copie et archivage électronique des documents d'assurance	99
VI. Charge de la preuve.....	101
VII. Degré de preuve	103
VIII. Droit transitoire	104

La rencontre du droit de la responsabilité (médicale) et du (nouveau) droit de la preuve	107
<i>Florence GEORGE et Gilles GENICOT</i>	
Tribunal civil Liège, division de Liège (4 ^e chambre), 18 janvier 2020	107
Cour d'appel de Liège (20 ^e chambre A), 16 septembre 2021	126
Observations	126
I. Contextualisation	126
II. L'objet et la charge de la preuve	126
III. La collaboration des parties à l'administration de la preuve	129
IV. Le renversement de la charge de la preuve	130
V. Le degré de preuve	132
VI. L'admissibilité des modes de preuve ainsi que leur valeur ou force probantes	134
Conclusion	135

DROIT DES BIENS

La réforme 2020 du droit des biens. La modernisation dans la continuité (1^{re} partie)	139
<i>Nicolas BERNARD et Vincent DEFFRAITEUR</i>	
I. Contextualisation.....	139
II. Philosophie de la réforme.....	140
III. Titre 1 ^{er} : « Dispositions générales »	141
IV. Titre 2 : « Classification des biens »	146
V. Titre 3 : « Droit de propriété »	148
VI. Titre 4 : « Copropriété »	154
La réforme 2020 du droit des biens. La modernisation dans la continuité (2^e partie)	157
<i>Nicolas BERNARD et Vincent DEFFRAITEUR</i>	
VII. Titre 5 : « Relations de voisinage »	157
A. Les troubles de voisinage	157
B. La clôture mitoyenne	160
C. Les servitudes	162
VIII. Titre 6 : « Droit d'usufruit » (et droit d'habitation).....	165
IX. Titre 7 : « Droit d'emphytéose »	168
X. Titre 8 : « Droit de superficie »	171
La réforme en matière de troubles de voisinage	177
<i>Estelle BUNENS</i>	
I. Origine et codification	177
II. Parties à la cause.....	178
III. Trouble.....	179
A. Caractère excessif et préoccupation	180
B. Pouvoirs publics et travaux dans l'intérêt général.....	180
C. Autorisations administratives	181
D. Réceptivité de l'immeuble	182
IV. Sanctions	183

V. Action préventive.....	184
VI. Compétence judiciaire.....	185
VII. Prescription.....	185
Conclusion	185
Le quasi-usufruit est mort, vive le quasi-usufruit !	187
<i>Sabrina SCARINÀ</i>	
I. Le quasi-usufruit sous l'empire de l'ancien Code civil	187
A. Introduction	187
B. Le régime juridique du quasi-usufruit	188
C. Régime fiscal de la dette de restitution.....	189
D. Article 33 du Code des droits de succession	189
E. Évolution de la position du SDA	191
II. Le nouveau quasi-usufruit intitulé « droit de disposition fonctionnel ».....	195
A. Nouvelle définition – fin du quasi-usufruit mais droit de disposition élargi	195
B. Hypothèses de droit de disposition fonctionnel	197
1. Premier cas	197
2. Deuxième cas.....	198
3. Troisième cas	199
4. Et l'universalité de biens ?	200
C. Créance de restitution	200
1. Sur la base de l'article 3.148 du Code civil	200
2. Sur la base de l'article 3.165 du Code civil	201
D. Aspects fiscaux	202
Impacts de la réforme du droit des biens : organisation et gestion de la copropriété mobilière.....	205
<i>Luc HEAVE</i>	
Préambule	205
I. L'indivision – Principes	206
A. Typologie.....	206
B. Copropriété mobilière	207
C. Caractéristiques de la copropriété volontaire.....	207
D. Fin de la copropriété – cas particulier de la copropriété volontaire	209
E. Tontine et accroissement	212
F. Illustrations de clauses relatives à la durée	213
II. Le mandat de gestion.....	213
A. Généralités	213
B. Obligations du mandataire	214
C. Obligations du mandant	214
D. Fin du mandat	215
1. La révocation du mandataire	215
2. La renonciation du mandataire	216
3. La mort du mandant ou du mandataire	216
E. Illustration d'un mandat spécial de gestion portant sur un compte-titres	217

III. La clause de gestion	218
A. Généralités. Définition.....	218
B. Conditions de validité : durée et objet.....	220
C. Nécessité d'assortir la clause de gestion d'un mandat de gestion ?.....	221
D. Controverses relatives à la licéité de la clause de gestion	221
E. Illustration d'une clause de gestion dans le cadre d'une donation	222
IV. La société simple.....	223
A. Définition et caractéristiques	223
B. Constitution de la société et de son « patrimoine » social.....	224
1. Forme.....	224
2. Associés	224
3. Apports et patrimoine social de la société simple.....	225
4. Contrepartie de l'apport	225
5. Prélèvements	225
C. Gestion de la société simple	226
D. Responsabilité.....	227
E. Durée.....	228
F. Illustrations de clauses statutaires	228
1. Durée.....	228
2. Apports et répartition des bénéfices.....	228
3. Assemblée générale des associés (à comparer avec la clause relative à la gérance).....	228
4. Gérance	229
5. Comptes	230
V. Le pacte d'indivision	230
A. Constat à l'origine de l'intérêt pour le pacte d'indivision : la société simple est devenue une « entreprise »	230
1. Notion d'« entreprise ».....	230
2. Conséquences de ce que la société simple est devenue une « entreprise ».....	231
B. Solution : recours au pacte d'indivision	232
C. Illustrations de quelques clauses d'un pacte d'indivision.....	233
1. Objet et nature de l'indivision	233
2. Quotes-parts des indivisaires	233
3. Gestion des biens indivis	234
4. Revenus	234
5. Frais.....	234
6. Impôts et taxes	234
7. Aliénation entre vifs des biens indivis	234
8. Décès d'un indivisaire	234
9. Sûretés réelles relatives aux biens indivis.....	235
10. Durée	235
Conclusion	235
L'indivision immobilière, son organisation et l'anticipation de son partage.....	237
<i>Elisabeth JADOUL</i>	
Introduction.....	237
I. Définition, terminologie et typologie	238

II. Organisation de la copropriété	239
A. Parts indivises	240
B. La chose indivise.....	241
C. Les charges des copropriétaires.....	244
D. Fin de la copropriété	244
1. Ancien régime et illustrations jurisprudentielles choisies.....	244
2. Nouveau régime.....	250
Conclusion	255
Le nouveau livre 3 du Code civil : ceci n'est pas une sûreté réelle...	257
<i>Florence GEORGE et Nicholas OUCHINSKY</i>	
I. Des consécutions souhaitées.....	258
II. Un premier oubli : les causes légitimes de préférence	260
III. Les nouvelles classifications et leur impact	261
IV. Un nouveau nid à controverses ? Une inadéquation avec le livre XX du Code de droit économique	267
La loi du 4 février 2020 réformant le droit des biens : le(s) lien(s) possible(s) avec le commerce et droit commercial	273
<i>Nicolas BERNARD</i>	
I. La constatation judiciaire de la prescription acquisitive	274
II. L'acquisition de la propriété d'un meuble dont le vendeur n'était pas propriétaire	275
A. Dans l'ancien Code civil	275
B. Dans le nouveau Code civil.....	275
III. Les biens non appropriables (choses communes et biens du domaine public)	278
A. Choses communes.....	278
B. Biens du domaine public.....	279
C. La transcription.....	281
V. Le partage de la copropriété volontaire	282
A. Notions	282
B. Extinction.....	283
VI. L'usufruit portant sur des biens particuliers.....	284
A. Usufruit portant sur des instruments financiers	285
B. Usufruit portant sur des créances	285
C. Usufruit portant sur une universalité.....	286
D. Usufruit portant sur des droits intellectuels.....	287
VII. La durée du droit d'usufruit	288
VIII. La propriété par volumes	290
Conclusions.....	294

DROIT PATRIMONIAL

Les libéralités à l'heure du livre 4 du nouveau Code civil	297
<i>Pierre MOREAU</i>	
Introduction.....	297
I. Les libéralités – Généralités	299
II. Conditions de formation des libéralités	303
A. Les conditions de fond de formation des libéralités	303
B. Les conditions de forme de formation des libéralités.....	309
1. Le testament olographe	312
2. Le testament notarié	313
3. Le testament international	314
III. Modalités des libéralités	315
A. La libéralité assortie d'un terme ou d'une condition	315
B. La libéralité avec charge	319
IV. Révocation des libéralités pour cause d'ingratitude	322
V. Interdiction de faire des libéralités au préjudice de ses créanciers	323
VI. Affaiblissement du rôle acquisitif de la possession pour le bénéficiaire d'une libéralité	324
La renonciation à l'action en réduction d'une donation au regard des articles 918 ancien et nouveau de l'ancien Code civil et de l'article 4.152 du nouveau Code civil	327
<i>Pascaline GOFFIN</i>	
Cour d'appel de Liège (10 ^e chambre D), 15 mars 2019	327
Observations	332
I. Les faits et la décision de la cour	332
II. Conditions d'application et portée de l'article 918 ancien de l'ancien Code civil	332
III. Conditions d'application et portée de l'article 918 nouveau de l'ancien Code civil	334
IV. Article 4.152 du (nouveau) Code civil	335
La donation d'actions nominatives et de créances à l'égard de sociétés	337
<i>Bérénice DELAHAYE et Stéphanie CARON</i>	
I. Introduction	337
II. Obligation de recourir à la forme authentique	338
A. Article 931 de l'ancien Code civil.....	338
B. Article 4.158 du nouveau Code civil.....	338
III. Exceptions à la règle des donations authentiques : les donations indirectes	340
A. Procédé de donation indirecte ou « un acte neutre »	340
B. Donation par virement bancaire	340
1. Nature juridique d'un virement : cession de créance.....	340
2. Virement : acte neutre	341
IV. Donation indirecte d'actions nominatives de sociétés ?	341
A. Dispositions du CSA	341
B. Modification de l'inscription dans le registre des actionnaires : acte neutre ?	342
1. Caractère neutre de l'inscription.....	342
2. Absence de transfert de propriété selon les règles du droit commun par l'inscription en tant que telle.....	342

C. Autre acte neutre précédant l'inscription dans le registre ?	343
1. Déclaration de transfert préalable à l'inscription.....	343
2. Échange de consentements préalable – Arrêt du 12 juin 2019	344
3. Transfert de propriété selon les formes du droit commun et convention innommée.....	344
4. Conclusion	345
D. Conséquences du vice de forme d'une donation.....	345
1. Intervention d'un juge pour prononcer la nullité d'une donation	345
2. Nullité absolue du vivant du donateur.....	346
3. Nullité relative au décès du donateur.....	346
4. Délai de prescription.....	346
5. En pratique	346
V. Autres techniques ?	347
A. Vente des actions suivie d'une donation par remise de dette.....	347
B. Apport sans émission de titres.....	348
C. Dématérialisation des actions de SA et donation par virement	349
VI. Donation de créance envers des sociétés	349
A. Pratique.....	349
B. Inscription dans les comptes annuels : acte neutre autonome transférant la propriété ?.....	350
C. Conclusion	350
Conclusion	350

Pas de renonciation possible à l'action révocatoire pour cause d'inexécution des charges avant que l'inexécution ne soit consommée

Pierre MOREAU

Cass. (1^{re} chambre), 22 octobre 2020

Observations

I. Les faits et l'arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre 2020

II. Le régime de la révocation pour inexécution des charges

III. La renonciation anticipée à l'action révocatoire

Le traitement successoral des biens communs donnés par les époux

Pierre MOREAU

Cass. (3^e chambre), 7 décembre 2020

Observations

La nature juridique de l'usufruit successif : de l'analyse théorique aux conséquences pratiques

Alexandra DEMORTIER et Frédéric LAUÈRE

I. Nature juridique de l'usufruit successif.....

 A. L'usufruit successif est-il un droit successoral ?

 B. L'usufruit successif est-il un droit successoral ordinaire ou un droit successoral anormal ?

 C. À quel mécanisme juridique l'usufruit successif répond-il ?

II. Conditions de sa mise en œuvre.....

 A. Une donation avec réserve d'usufruit consentie par le défunt durant le mariage

 1. L'usufruit successif et les libéralités postérieures au 1^{er} septembre 2018

 2. L'usufruit successif et les libéralités antérieures au 1^{er} septembre 2018.....

B. Le conjoint survivant doit venir à la succession.....	375
C. Le défunt doit être resté titulaire de cet usufruit jusqu'à son décès	376
D. Report des modalités de la donation vis-à-vis du conjoint survivant.....	377
III. Renonciation et privation de l'usufruit successif.....	379
IV. L'usufruit successif dans la liquidation-partage de la succession.....	380
V. Usufruit successif, réversion, accroissement conventionnel et accroissement légal.....	382
La réforme du Code civil au secours de clauses d'accroissement	387
<i>Emile MASSET</i>	
Les régimes matrimoniaux. Présentation générale de la codification du livre 2.3 du Code civil	389
<i>Philippe DE PAGE</i>	
Introduction.....	389
I. Les confirmations.....	390
II. Les nouveautés	391
III. Les ambiguïtés	394
IV. L'avantage matrimonial	396
A. Dans un régime de communauté conventionnelle	396
B. Dans les régimes de séparation de biens.....	399
V. La transmission des biens propres dans les régimes matrimoniaux	402
VI. L'indignité matrimoniale	403
Numéro spécial « Livres 2, 3 et 4 du nouveau Code civil »	405
<i>La recodification du droit des successions et des libéralités : le bal des occasions perdues</i>	405
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
I. La recodification sans questions	405
II. Le droit patrimonial de la famille en 2023 : le réticule de Colombine et le manteau d'Arlequin	409
III. Le bal des occasions perdues.....	411
IV. Les archaïsmes subsistants, les innovations terminologiques, et les lacunes substantielles.....	412
V. Les nouvelles institutions imparfaites	416
VI. Une structure illogique	420
VII. Essai de structure logiqueEssai de plan logique du droit des successions et libéralités.....	422
A. Liquidation du régime matrimonial ou de cohabitation légale.....	422
B. Dévolution légale de la succession	422
B1. Principes généraux.....	422
B2. Succession anormale ou droit de retour légal : priorité par rapport à la dévolution ordinaire.....	423
B3. L'ordre des héritiers.....	423
C. Les libéralités faites par le défunt	423
D. La réserve et la réduction des libéralités excessives	424
E. Le partage.....	424
Conclusion	425

Les contours de la recodification du droit des régimes matrimoniaux par la loi du 19 janvier 2022..... 427

Fabienne TAINMONT

Introduction.....	427
A. Généralités.....	427
B. Structure.....	429
C. Terminologie.....	430
D. Harmonisation avec les livres 3, 5 et 8 du Code civil.....	430
E. Entrée en vigueur.....	431
I. Le sous-titre 1 ^{er} « Régimes matrimoniaux ».....	432
A. Conventions matrimoniales (art. 2.3.1 à 2.3.11 du Code civil).....	432
1. Le principe de la liberté contractuelle et ses limites.....	432
2. Le pacte Valkeniers.....	433
3. Le caractère solennel de la convention matrimoniale.....	434
4. La procédure de changement de régime matrimonial en cours de mariage.....	435
a. L'inventaire.....	435
b. La publicité de certaines modifications du régime matrimonial.....	436
5. Les effets de la convention matrimoniale à l'égard des tiers.....	437
B. Régime légal (art. 2.3.16 à 2.3.511 du Code civil).....	438
1. La clientèle.....	438
2. Le compte de récompenses.....	439
a. Effets de la dissolution du régime légal.....	439
b. Récompense due au patrimoine commun.....	439
c. Le règlement des récompenses.....	440
C. Conventions qui peuvent modifier le régime légal (art. 2.3.52 à 2.3.60 du Code civil).....	443
1. Les clauses d'apport.....	443
2. La communauté universelle.....	446
D. Séparation de biens (art. 2.3.61 à 2.3.81 du Code civil).....	447
1. La séparation de biens avec participations aux acquêts.....	447
a. Évaluation du patrimoine originaire.....	447
b. Montant maximal de la créance de participation.....	448
2. La séparation de biens judiciaire.....	449
II. Le sous-titre 2 « Registre central des conventions matrimoniales ».....	450

Les avantages matrimoniaux dans le livre 2.3 du Code civil – explications, applications et conséquences pratiques..... 453

Philippe DE PAGE

I. Généralités.....	453
II. Cas d'application en régime de communauté conventionnelle.....	457
A. En présence d'enfants communs au couple.....	457
B. En présence d'enfants non communs (d'un ou de chaque époux).....	461
1. Existence d'une clause de récompense.....	466
2. Suppression de la récompense.....	467

III. Les cas d'application en régime de séparation des biens	468
A. En présence d'enfants communs au couple	471
1. Premier exemple.....	472
2. Second exemple.....	473
B. En présence d'enfants d'une union antérieure	473
C. Mode de calcul de l'avantage imparfait réductible.....	475
IV. Questions diverses.....	478
V. Réflexions finales	487
Les abrogations et modifications (anodines ?) au droit des successions	491
<i>Frédéric LAUÈRE</i>	
I. Successibles et héritiers — article 4.2.....	492
II. La saisine héréditaire — article 4.3.....	492
A. De lege lata.....	492
B. De lege ferenda	494
III. Abrogation de l'article 732 de l'ancien Code civil.....	499
IV. Lignes et degrés — article 4.11	500
V. Principe de la substitution — article 4.13	501
VI. Inventaire et emploi des sommes — article 4.21	501
VII. Succession anormale du cohabitant légal survivant — article 4.23	502
VIII. Droit des collatéraux proches — article 4.27.....	503
IX. Option héréditaire — article 4.36.....	503
X. Exception dilatoire pour faire inventaire et délibérer — article 4.37 et article 4.38.....	505
XI. Acceptation sous bénéfice d'inventaire — article 4.49	507
XII. L'acte et le certificat d'hérédité — article 4.59 — La loi du 30 juillet 2022	507
XIII. Conversion de l'usufruit du conjoint survivant — articles 4.61, § 4, et 4.64, § 4	511
XIV. Définition du partage provisionnel — articles 4.78	511
XV. Registre central successoral — articles 4.125 à 4.131.....	512
Les droits successoraux du conjoint et du cohabitant légal survivants après la loi de recodification du 19 janvier 2022	513
<i>Alexandra DEMORTIER</i>	
I. La nouvelle architecture des dispositions relatives aux droits successoraux du conjoint et du cohabitant légal survivants dans le Livre 4 du Code civil	514
II. Les droits successoraux légaux du conjoint et du cohabitant légal survivants.....	516
A. Les droits successoraux légaux du conjoint survivant.....	516
1. Les droits <i>ab intestat</i> du conjoint survivant (art. 4.17 et 4.20)	516
2. L'usufruit successif du conjoint survivant (art. 4.18)	517
3. La masse d'exercice d'usufruit du conjoint survivant (art. 4.19)	518
4. L'inventaire et emploi (art. 4.21)	519
5. Exclusion et déchéance	520
B. Les droits <i>ab intestat</i> du cohabitant légal survivant (art. 4.23)	520

III. La conversion de l'usufruit.....	522
A. Généralités.....	525
B. Le droit de demander la conversion de l'usufruit (art. 4.61).....	525
1. En présence d'enfants communs.....	525
2. En présence d'enfants d'une précédente union.....	525
3. En présence de nus-proprétaires autres que les descendants.....	526
4. Biens soumis au retour légal et bien préférentiel.....	526
5. Modes de conversion.....	526
6. Motifs de refus et pouvoir d'appréciation du juge.....	527
7. Synthèse.....	527
C. L'évaluation de l'usufruit (art. 4.64).....	528
IV. Le partage.....	529
A. Droit à une avance imputable (art. 4.65).....	529
B. La compensation (art. 4.75, § 2).....	529
V. L'articulation de l'usufruit du conjoint avec la réserve des enfants (art. 4.146).....	535
VI. La réserve du conjoint survivant (art. 4.147).....	537
Conclusion.....	539
Quelques modifications en matière de libéralités suscitées par l'adoption du livre 4 du nouveau Code civil	541
<i>Laurent STERCKX</i>	
I. Introduction relative aux dispositions générales et aux définitions qu'elles contiennent (ou non) (sous-titre 1 ^{er} . Dispositions générales).....	541
II. À propos de certains gratifiés (sous-titre 2. Capacité ; sous-titre 4. Donations).....	543
A. Les professionnels des soins de santé et les institutions de soins résidentiels aux personnes âgées (sous-titre 2. Capacité).....	543
B. Les personnes morales (sous-titre 2. Capacité ; sous-titre 4. Donations).....	545
III. Donations (sous-titre 4. Donations ; sous-titre 1 ^{er} . Dispositions générales ; sous-titre 9. Donations entre époux).....	547
A. Formes des donations (sous-titre 4. Donations ; sous-titre 1 ^{er} . Dispositions générales).....	547
B. Résolution et révocation des donations (sous-titre 4. Donations ; sous-titre 9. Donations entre époux).....	552
IV. Legs (sous-titre 5. Testaments ; sous-titre 3. Quotité disponible et réduction).....	555
A. Le contenant : les testaments (sous-titre 5. Testaments).....	555
B. Le contenu : les legs (sous-titre 5. Testaments ; sous-titre 3. Quotité disponible et réduction).....	557
V. Terme, condition et charge (sous-titre 5. Testaments ; sous-titre 1 ^{er} . Dispositions générales ; sous-titre 6. Libéralités avec charge de conservation au profit d'autrui autorisée).....	559
VI. Pactes successoraux (sous-titre 10. Les pactes successoraux ; sous-titre 7. Partage d'ascendants).....	562
A. Réunion d'Information (sous-titre 10. Les pactes successoraux).....	562
B. Signature du pacte par un mandataire (sous-titre 10. Les pactes successoraux).....	562
C. Le partage d'ascendants (sous-titre 7. Partage d'ascendants).....	562
Conclusion.....	563